

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/ARG/2

G/SCM/Q1/ARG/2

19 novembre 1996

(96-4904)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses de l'ARGENTINE¹ aux questions posées
par les COMMUNAUTES EUROPEENNES²

La Mission permanente de l'Argentine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 25 octobre 1996.

Question

S'agissant de la loi argentine sur les droits compensateurs, les Communautés européennes aimeraient poser les questions suivantes:

L'Argentine a promulgué la Loi n° 24425 incorporant l'Acte final de l'Accord de Marrakech dans sa législation nationale. L'Argentine pourrait-elle expliquer en quoi cette loi affectera les enquêtes en matière de droits compensateurs? Par ailleurs, l'Argentine a-t-elle l'intention d'appliquer aux pays les moins avancés un traitement différent de celui qui est prévu dans l'Accord de l'OMC sur les subventions?

Réponse

Les enquêtes ouvertes avant l'entrée en vigueur de la Loi n° 24425 qui met en oeuvre l'Acte final de Marrakech continueront d'être régies par la loi précédemment appliquée, à savoir la Loi n° 24176, concernant la mise en oeuvre des accords du Tokyo Round.

Les enquêtes ouvertes après l'entrée en vigueur de la Loi n° 24425 seront régies par les dispositions de cette dernière. Le réexamen des droits compensateurs imposés au titre de la Loi n° 24176 sera également régi par les dispositions de la Loi n° 24425.

S'agissant de la deuxième question, l'Argentine appliquera aux pays les moins avancés le traitement qui est prévu dans les accords.

¹G/ADP/N/1/ARG/1-G/SCM/N/1/ARG/1 + Suppl.1.

²G/ADP/Q1/ARG/1-G/SCM/Q1/ARG/1.